

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC COOPERATIVE SOCAMIL

1 chemin de Larramet
31170 Tournefeuille

Références : 2026-116
Code AIOT : 0006606395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement SOC COOPERATIVE SOCAMIL implanté 511 AVENUE GERARD ROUVIERE 11400 Castelnaudary. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale relative plan d'opération interne [POI]. Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Ce plan, obligatoire pour le site de la société SOCAMIL, doit être testé régulièrement par les exploitants, au travers d'exercices de mise en situation.

L'action régionale vise à tester, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées, la réactivité des exploitants, leur maîtrise des procédures d'urgence et confirmer le caractère opérationnel de leurs POI.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice, à l'exception du directeur et d'un employé dont le rôle a été de simuler une personne blessée dans la partie de l'entrepôt siège du sinistre.

Cet exercice a été préparé en étroite collaboration avec les service d'incendie et d'intervention afin de pouvoir mettre à disposition des moyens d'intervention adéquation avec les enjeux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC COOPERATIVE SOCAMIL
- 511 AVENUE GERARD ROUVIERE 11400 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006606395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un entrepôt de stockage de produits de grande consommation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Contenu du POI : généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Mise en œuvre du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
11	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
12	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le personnel du site a fait preuve d'une bonne maîtrise du risque et d'une bonne connaissance de son établissement lors de l'exercice POI inopiné.

Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont été relevés. Il est, en particulier, demandé de s'assurer du bon fonctionnement de son système de communication auprès des services extérieurs, de renforcer les consignes d'ouverture / fermeture de vannes d'isolement afin d'éviter de provoquer un dysfonctionnement observé sur une vanne d'isolation d'un poteau incendie (équipement de lutte contre l'incendie du site présent dans l'emprise du site) et d'apporter une réflexion concernant la gestion des clés des semis remorques présents lors de l'exercice.

L'exploitant devra également s'assurer d'une meilleur identification de ses agents sur site, afin de favoriser le rapprochement des binômes exploitant/pompiers.

Cet exercice devrait permettre une meilleure collaboration entre l'exploitant, le service

d'intervention et l'inspection afin de rappeler que l'exploitant, dans le cadre du déclenchement de son POI, reste pilote des opérations d'intervention (en étroite collaboration avec les services d'intervention).

Du fait du caractère inopiné de l'inspection, certaines justifications sur des constats mineurs n'ont pas pu être présentées par l'exploitant le jour de l'inspection. Ces éléments devraient pouvoir être apportés rapidement par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée : 23. Plan de défense incendie Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...] Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...] Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Le plan de défense incendie a été créé en 2023, et la dernière mise à jour date du 18 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus

à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : Le présent exercice POI fait office d'exercice incendie PDI, étant donné que le scénario a porté sur une cellule de l'entrepôt. Cependant, il a été constaté qu'il n'y avait pas eu d'exercice incendie formalisé depuis la création du PDI (en 2023). Il est rappelé à l'exploitant qu'une périodicité doit être établie, avec une fréquence maximum de 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le compte rendu de l'exercice incendie à l'inspection ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contenu du POI : généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.
Constats : La dernière mise à jour du POI date de septembre 2025, cette version n'a pas été transmise à l'inspection. L'inspection dispose de la version qui date de juillet 2024 du POI. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne prise en compte dans son POI de l'ensemble des dispositions de l'AM du 26/05/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet la dernière version du POI actualisée (en prenant en compte les axes d'amélioration définis dans le présents rapport, cf constat n°5) à l'inspection sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
Constats : Au cours de la visite, il a été demandé les différentes formations relatives à la sécurité incendie. L'inspection a réalisé un sondage concernant les formations et notamment : - sur la manipulation des extincteurs. L'inspection relève que la formation extincteurs n'intègre pas la manipulation des RIA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit intégrer la manipulation des RIA dans sa formation extincteurs. L'inspection demande la mise en place d'une première formation sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
Constats : Le POI indique la distribution des fonctions en cas de gestion de crise, distinguant les heures ouvrables et hors heures ouvrables. L'agent d'astreinte est notamment susceptible de prendre le rôle de directeur des opérations internes (DOI). Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, conditions

météorologiques réelles...), l'inspection avec la participation du SDIS 11, a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant.

Le déroulé de l'exercice a été le suivant :

09h00 : constat, par un salarié , d'un départ de feu de palettes au niveau de la cellule réception du bâtiment B (bazar) avec un fort dégagement de fumées et un risque de propagation aux cellules attenantes qui composent le bâtiment ;

11 h 30 : fin de l'exercice, suite à la réalisation de manœuvres permettant de faire cesser l'incendie. Le déroulé détaillé de l'exercice figure en annexe confidentielle du présent rapport. L'exercice inopiné a montré que les procédures en vigueur sur le site ont permis de définir rapidement la stratégie d'intervention à mettre en œuvre vis-à-vis du scénario testé ; son déploiement s'est avéré maîtrisé par le personnel. Le comptage du personnel présent a été réalisé dans un délai court au regard du nombre de personnes présentes sur le site lors de l'exercice (incluant les entreprises extérieures).

Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont, toutefois, été relevés lors du débriefing à "chaud" réalisé avec l'exploitant, les pompiers et la DREAL à l'issue de l'exercice il a été constaté :

- le manque de point de situation "régulier" avec l'ensemble des parties prenantes : PC SDIS, PC exploitant et PC terrain;

- l'exercice a permis également d'identifier qu' une vanne d'isolation d'un poteau incendie (PI) n'a pas été bien manœuvrée par le personnel désigné (signalétique à prévoir);

- la présence d'une boîte à clé des semi-remorques stationnés au niveau des quais de la cellule B où le scénario incendie était simulé(les semi-remorques n'ont donc pas pu être évacués au niveau des quais);

- l'état des stocks vulgarisé n'a pas été transmis,

- l'absence d'affichage/disponibilités des plans des cellules avec tous les éléments utiles, l'exploitant pourra également afficher la capacité de la réserve incendie sur le plan de masse (6000m3);

- certains numéros d'urgence identifiés sont à changer (tels que : autoroute Vinci, Préfecture...),

- les chasubles pour identifier rapidement "qui fait quoi", n 'ont pas été utilisés,

- l'absence de cellule de communication de crise sur site et les messages type sont à prévoir,

- l'absence de report du SSI bâtiment B à prévoir;

- la coordination "exploitant / pompiers" : sur les actions à mener concernant les trappes de désenfumage à prévoir.

L'ensemble de ces points serviront à améliorer et à renforcer la coordination exploitant / pompiers. Une mise à jour du POI est attendue (voir point ci-dessus du rapport).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
Prescription contrôlée :
a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la

personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
<p>Constats :</p> <p>La procédure de déclenchement de l'alerte est détaillée dans le POI, différenciant les cas en heures ouvrées et hors heures ouvrées. Les fiches réflexes, indiquent que le personnel peut déclencher le POI.</p> <p>Le POI précise la liste des personnes pouvant occuper la fonction de DOI.</p> <p>Le déclenchement de l'alerte doit cependant être clarifié en fonction des différents scénarios et à intégrer au schéma d'alerte du POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit apporter plus d'informations abordant les cas de déclenchement du POI dans le cadre des interventions étudiées dans le POI. Cette démarche est à réaliser et peut se faire sous la forme de schéma d'alerte à joindre au POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, des fiches réflexes sont à disposition. Ces fiches sont présentées pour chaque scénario, prenant en compte les conditions météo, les zones d'effets et les moyens incendie et d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>

<p>Constats :</p> <p>La salle POI se situe au «PC EX», et dispose des moyens de communication, des documents de gestion de crise ainsi que des fiches réflexes relatives à chaque scénario, facilement accessibles. Des plans sont cependant à mettre en œuvre afin que ces derniers soit facilement accessibles. Suite à l'exercice, l'exploitant a relevé des difficultés à joindre certains interlocuteurs (préfecture, autoroute Vinci cf constat n°5). La sirène POI n'a pas été testée dans le cadre de cet exercice.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de s'assurer que la sirène POI est en dehors des zones d'effets thermiques susceptibles de les endommager.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Contenu POI : articulation avec SDIS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention</p>
<p>Constats :</p> <p>La coordination entre les équipes internes et le SDIS ainsi que partage des moyens de défense ont été réalisés. Le scénario de l'exercice incendie a été planifié en concertation avec le SDIS 11 et la DREAL. Les actions de lutte contre l'incendie ont été déroulées conformément au POI et les moyens de lutte ont été testés au cours de cet exercice.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contenu POI : formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le planning de formation des agents du site pour l'année en cours a été consulté au cours de la visite et n'appelle pas de commentaire de l'inspection.</p> <p>Toutefois, une attention particulière sera portée sur la formation des RIA (cf constat n°4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Contenu POI : moyens d'atténuation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, en lien avec le scénario retenu lors de l'exercice POI, la fiche correspondante au scénario réalisé le jour de l'inspection, mentionne effectivement les moyens d'intervention à activer en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI liste des matières susceptibles d'être présentes sur site (annexe 4), la liste des matières stockées est disponible sur demande. L'inspection a constaté sur place, en salle de contrôle, l'affichage de l'état des matières stockées demandé, à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : État des stocks détaillé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>

<p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Un état des stocks plus fin devra être réalisé, en discriminant les zones de stockage de produits dangereux et non dangereux et les produits présentant un point éclair (60-93) (correspondant à la rubrique ICPE 1436 "Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de)").</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un plan est demandé en discriminant les zones demandées ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement</p>

susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a transmis un état des stocks synthétiques à la demande de l'inspection. Cependant ce dernier devra davantage être détaillé par rapport aux familles des différents produits afin répondre aux besoins d'information de la population. Il est rappelé qu'un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'état des stocks synthétique demandé ci-dessus doit être complété.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois